



Impossible de se réfugier sur des terres plus élevées

Pour la ministre maldivienne de l'Environnement, **Aminath Shauna**, la lutte contre les changements climatiques est un combat pour l'existence

LES MALDIVES SONT UN PAYS qui vit et meurt près de l'océan qui entoure ses 1 200 îles. Cet État a bâti son économie sur les flux de touristes, attirés par ses eaux bleues cristallines. Cependant, ces mêmes eaux, qui montent sous l'effet des changements climatiques, menacent aussi sa population en permanence.

Aminath Shauna, ministre maldivienne de l'Environnement, des Changements climatiques et des Technologies, met au point une stratégie globale pour aider les populations insulaires à s'adapter aux ravages des changements climatiques tout en essayant de montrer que même de petits États insulaires peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans cet entretien avec Adam Behsudi de *F&D*, A. Shauna explique comment un pays aux avant-postes des changements climatiques s'adapte et survit.

F&D : S'agissant des changements climatiques, quels sont les enjeux pour les Maldives ?

AS : La bonne question est de savoir ce qui n'est *pas* en jeu. Les Maldives sont l'un des pays de plus faible altitude au monde. En ce qui nous concerne, les changements climatiques menacent notre existence. Nous n'avons pas la possibilité de nous réfugier sur des terres plus élevées. Il n'y a vraiment que nous, les îles et la mer. 80 % de nos îles se situent à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. Plus de 90 % des îles subissent des inondations chaque année. 97 % d'entre elles font état d'une érosion des rivages, et 64 % connaissent une forte érosion. 50 % de l'ensemble de nos infrastructures de logement se situent à moins de 100 mètres seulement du littoral. Par conséquent, la plupart ne peut vraiment pas affronter les inondations causées par les marées, encore moins les tsunamis. On peut vraiment dire que tout est en jeu.

F&D : Quelles sont les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre les effets des changements climatiques ?

AS : Les 187 îles habitées des Maldives sont pratiquement toutes dotées d'infrastructures qui les protègent des ondes de la marée et de l'érosion des plages. Il s'agit de solutions techniques radicales qui ont été mises au point sur une période de 20–25 ans. Toutes les îles possèdent un port et un système de protection des rivages. La plupart d'entre elles a pris des mesures de prévention de l'érosion. La première barrière de protection est à l'évidence formée par les récifs coralliens. Le renforcement de la résilience de ces récifs et la protection de leur état de santé figurent vraiment au premier rang des mesures des autorités.

Toutefois, nos autorités ont opté pour une stratégie globale. Nous pensons qu'il est nécessaire de renforcer la résilience de tous les habitants. Dans l'optique de l'adaptation, il est indispensable de changer nos modes de gestion des déchets et de production d'électricité. Nous avons adopté une stratégie « zéro émission nette » pour que notre économie, qui tournait au diesel, fonctionne essentiellement grâce à l'énergie solaire, dont nous disposons en abondance. Nous avons aussi institué la suppression progressive des plastiques à usage unique d'ici à 2023, règle qui a déjà commencé à être appliquée. Nous pouvons assainir nos pratiques et mettre fin au brûlage à ciel ouvert des ordures ménagères sur les îles. Actuellement, nous travaillons sur deux grands projets de gestion des déchets avec la Banque asiatique de développement et d'autres partenaires au développement et sur un autre avec la Banque mondiale pour construire des centres de gestion des déchets performants. Nos autorités ont fixé un objectif de protection de 20 % de nos ressources marines d'ici à 2030, afin que nous puissions mieux protéger nos récifs, nos mangroves et autres zones d'importance biologique. Nous considérons donc les mesures prises comme s'inscrivant dans une stratégie très globale, et non pas comme de simples solutions techniques radicales.

Vue aérienne de Malé, la capitale des Maldives.



PHOTO: ISTOCK/MARVIKK

F&D : Quel rôle un petit État insulaire comme les Maldives peut-il jouer dans les efforts déployés à l'échelle mondiale pour réduire les émissions et empêcher le réchauffement de la planète de s'aggraver ?

AS : Pas plus tard qu'hier, nous avons fêté un événement : les Maldives ont atteint un objectif d'élimination progressive de ses chlorofluorocarbones dix ans avant la date butoir figurant dans le protocole de Montréal. Certes, notre pays est très petit, et nos émissions de gaz à effet de serre sont négligeables, tout comme notre contribution aux changements climatiques. Mais nous souhaitons montrer que, si les Maldives peuvent y arriver, alors pourquoi pas le reste du monde ? Nous ne sommes pas ici pour raconter que nous sommes simplement des victimes. Nous voulons aussi donner l'exemple.

F&D : Concernant le financement des mesures d'adaptation, comment la pandémie a-t-elle contrecarré les efforts ?

AS : 28 % de notre PIB sont directement liés au secteur du tourisme. 60 % de nos rentrées de devises proviennent du tourisme. La pandémie a vraiment tari la source de revenu de plus de 30 000 personnes qui sont employées directement dans le secteur touristique et de beaucoup d'autres qui bénéficient indirectement des retombées de cette industrie. La pêche est la deuxième activité économique. Durant la pandémie, il nous a été impossible d'exporter. Nous n'avions vraiment pas d'argent alors que, dans le même temps, nous avons dû engager des dépenses de santé considérables.

Ce que nous consacrons au cours de n'importe quelle autre année à des éléments comme l'approvisionnement en eau des îles pendant la période sèche, l'urgence de l'érosion et certaines mesures d'adaptation, tout cet argent a été destiné à la santé, aux aides d'urgence et à la relance de l'économie. Les restrictions de déplacement et les confinements ont aussi produit de grandes quantités de déchets. Dans un

pays qui pâtit déjà d'un manque de ressources adéquates pour gérer ses déchets, cela a aggravé un problème environnemental à l'échelle nationale. Beaucoup des fonds octroyés par les organisations multilatérales et nos partenaires au développement qui nous ont été versés pour s'attaquer aux problèmes de changements climatiques et d'environnement ont été immédiatement réaffectés à la distribution de fournitures médicales d'urgence. Même si nous souhaitons tous reconstruire en mieux, cela a été assez difficile en raison de ce redéploiement des ressources.

F&D : Quelle est la meilleure solution pour aider les pays de taille modeste à financer des mesures de lutte contre les changements climatiques ?

AS : Il est important que les pays en première ligne puissent accéder plus facilement aux instruments financiers et aux fonds. Très peu de nos projets sont financés par les fonds climatiques internationaux. Il est en effet difficile d'accéder à ces fonds du fait des formalités administratives à accomplir pour élaborer des projets qui remplissent les conditions requises.

Lorsque j'étais déjà membre du gouvernement, nous nous efforcions de faire comprendre à l'une des organisations multilatérales qu'un port sur une île était absolument indispensable pour prévenir l'érosion, empêcher les inondations côtières et protéger l'île des ondes de la marée. On nous a demandé si le port était une infrastructure économique et comment nous pouvions prouver que l'érosion était causée par les changements climatiques. Les pays comme les Maldives ne possèdent pas d'organismes de recherche qui disposent de données remontant à vingt ou trente ans pour démontrer que telle ou telle île s'érode en raison des changements climatiques.

Nous ne pouvons pas attendre qu'un projet passe les différentes étapes et soit approuvé par les divers comités. Sinon, il ne resterait plus d'île ! Un accès plus direct aux fonds climatiques internationaux nous aiderait vraiment à régler les problèmes urgents.

F&D : Qu'est-ce qui vous motive au quotidien pour élaborer des mesures qui aideront votre pays ?

AS : Comme les Maldives sont un tout petit pays, le changement est vraiment possible. C'est ce qui m'encourage à aller de l'avant. De voir nos populations insulaires vivre si paisiblement avec la nature, leurs plages et leurs récifs coralliens. Nous sommes tellement dépendants de la pêche et du tourisme. Nous n'avons pas d'autre choix que de protéger et préserver la beauté de ce pays.

Lorsque je vivais aux États-Unis, j'ai visité pas mal de parcs nationaux. J'ai vu ce que la préservation et la protection de la nature peuvent apporter à un pays en termes de tourisme. Ce que les États-Unis ont accompli pour leurs parcs nationaux, nous pourrions le faire ici aussi aux Maldives. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de concision et de clarté.